

## Groupe de réflexion franco-allemand

### Document fondateur

#### Pourquoi sommes-nous là ?

L'Europe est à l'aube de nouveaux défis aussi bien en matière de politique intérieure qu'extérieure, auxquels les états membres ne pourront faire face que réunis. Parmi les Etats membres, la France et l'Allemagne ont assumé durant plusieurs décennies un rôle moteur lors de la formulation des positions politiques et ont fait avancer dans une large mesure le processus d'intégration européenne.

L'Allemagne et la France sont les deux États au cœur du projet européen. Pourtant, tous deux représentent en même temps des priorités qui leur sont propres, voire des intérêts toujours plus divergents au regard des différents domaines de l'action politique européenne. Rien de contradictoire là-dedans, les « compromis de remplacement » du couple franco-allemand sont d'ailleurs une caractéristique essentielle du moteur de l'intégration européenne depuis qu'il est animé par les deux pays. Dès que les deux pays parviennent à surmonter leurs divergences en faveur d'un compromis engageant également les autres Etats membres, le processus d'unification européenne reprend sa marche. Dans le cas contraire, si le processus s'enraye, les points d'achoppement se révèlent insurmontables.

Plus l'Union européenne s'est élargie, s'est diversifiée et plus elle a acquis de compétences, plus il est devenu difficile de maintenir les relations franco-allemandes sur les rails de la réussite européenne. Les évolutions de politique européenne des dernières années ont entraîné en outre – du moins de ce que le public peut en percevoir – une accentuation des divergences entre la France et l'Allemagne. En particulier, les différents chemins choisis par les deux économies dans le contexte de crise économique et financière ont sérieusement compliqué la coopération, et par la même, les chances de trouver une issue commune au sens du projet européen. À ce jour, il s'est avéré que les tensions dans le couple franco-allemand peuvent être synonymes d'importants dommages. Il semble par ailleurs que l'Allemagne et la France souffrent d'un déficit de confiance dans la dynamique de leurs relations bilatérales en matière de politique européenne.

Il ne s'agit pas uniquement du manque actuel de propositions communes concrètes pour trouver une solution aux défis politiques. Entre autres pour cette raison, un large pan de la population dans les deux pays est de moins en moins convaincu que l'intégration européenne telle qu'elle a été conçue par les traités de Maastricht et Lisbonne détient la solution aux questions centrales pour l'avenir. Dans le contexte de crise économique que connaît l'Union depuis plusieurs années, les doutes concernant l'utilité concrète de l'intégration et sa légitimité démocratique ont sérieusement grandi, notamment dans les Etats membres lourdement frappés par un chômage de longue durée omniprésent. Le renforcement des courants et partis populistes dans près de l'ensemble des pays de l'UE semble être la conséquence d'une remise en question substantielle du projet Europe tout simplement au profit d'une renationalisation des solutions, sans que de nouveaux moyens basés par exemple sur les idées directrices existantes (ex. subsidiarité, intégration flexible) n'aient leur chance.

Sur ce point, le groupe de réflexion franco-allemand se donne la mission d'élaborer de nouvelles positions communes et des suggestions d'action pour répondre aux questions actuelles ou à venir de l'intégration européenne. Les résultats de ce travail seront rendus publics sous la forme de notes de synthèse. Porté par un consensus de base à la fois critique et fondamentalement pro-européen, le groupe s'efforce d'apporter une contribution constructive au débat européen tant en Allemagne qu'en France.

Dans cette démarche, il est disposé par principe à aborder l'ensemble des thèmes en rapport avec les travaux de l'intégration européenne : tous les domaines politiques, toutes les questions fondamentales, ainsi que toutes les évolutions institutionnelles. Les réflexions à long terme sur l'avenir de l'UE ou la suite de l'organisation du processus d'intégration européenne sont également inscrites au programme du groupe, notamment les questions politiques à moyen terme relatives au marché du travail, à l'énergie, aux affaires extérieures et à la sécurité. Sur la discussion des questions fondamentales, le groupe s'efforce également d'intégrer les évolutions de la vie politique dans son travail.

## Qui sommes-nous ?

Le groupe de réflexion franco-allemand est une initiative de la Fondation Genshagen ainsi que du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) auprès de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Il est composé de vingt membres français et allemands et s'est réuni pour la première fois le 25 septembre 2014 au château de Genshagen.

Les membres du groupe sont des spécialistes issus notamment des secteurs de la recherche scientifique, de l'économie et des médias, dont l'analyse et la capacité de jugement se nourrissent aussi bien de leur domaine d'expertise que de leur expérience franco-allemande. Afin

de produire une analyse neutre avec le recul adéquat, le groupe a renoncé volontairement à impliquer des représentants issus de la politique, de la diplomatie et de l'administration lors de sa formation. Toutefois, le groupe compte en inviter lors de réunions de travail pour écouter leurs positions. Il sera décidé de l'opportunité de telles invitations lors de la programmation de chaque session.

### **Comment comptons-nous atteindre nos objectifs ?**

Le groupe de réflexion franco-allemand se réunira deux fois par an dans le cadre de séances de travail de deux jours. Elles auront lieu tantôt au château de Genshagen, tantôt à l'Institut français des relations internationales (Ifri), siège du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa), à Paris.

Les thèmes des séances de travail sont déterminés par les membres avant chaque réunion. Si cela est souhaitable, il est possible d'inviter des spécialistes extérieurs. La note d'idées qui sert de fil conducteur aux séances est préparée par deux membres du groupe – dans l'idéal un tandem franco-allemand – puis envoyé à tous les autres avant les réunions.

À l'issue d'une séance de travail, tous les résultats visés font l'objet de la rédaction en termes prégnants de thèses franco-allemandes et, dans la mesure du possible, de recommandations concrètes. Il en résulte une note de recommandation (Policy Paper) d'environ 3-4 pages, ainsi qu'une synthèse sous la forme d'un article d'opinion de plus ou moins 3000 signes. Ces deux écrits seront publiés en allemand et en français sous la forme d'articles en ligne ou imprimés.

À cet effet et après validation par le groupe, ils seront envoyés à une sélection de décideurs politiques, mais aussi rendus publics par les membres du groupe et les diffuseurs sur lesquels ils peuvent s'appuyer. Pour atteindre un large lectorat, il convient de chercher une diffusion via les médias régionaux et nationaux.

La première rédaction de la note de synthèse incombe au tandem déjà chargé de la préparation de la séance de travail. La rédaction finale doit être validée par l'ensemble des membres du groupe. En règle générale, l'émetteur du texte est le groupe de réflexion franco-allemand. Si le groupe ne peut s'entendre sur une position commune, il est alors envisageable de produire des notes signées par certains membres uniquement. Ces dernières doivent alors mentionner le groupe comme étant le contexte dans lequel elles ont été rédigées.

## La quintessence

Le groupe de réflexion franco-allemand constate que bon nombre de citoyens et de membres des élites politiques ont perdu confiance dans le rôle central qu'est censé jouer le couple franco-allemand dans le développement du projet européen.

L'objectif du groupe est donc d'opposer aux divergences perçues au sein du public de chaque côté du Rhin des positions communes et des suggestions d'action afin de répondre aux questions centrales de politique européenne.

Le groupe s'efforce de parler d'une seule voie et de mettre en exergue que l'Allemagne et la France partagent des intérêts communs en Europe, malgré la renationalisation croissante des débats relatifs à l'Union.

En ce sens, la première note de position du groupe doit constituer un point de référence. Elle doit exposer le consensus de base du couple formé par la France et l'Allemagne et devenir ainsi une feuille de route pour les notes qui seront rédigées à l'avenir par le groupe et qui devront se concentrer sur la discussion des questions de politique européenne d'un point de vue franco-allemand.